

Le Parlement envahi, haute tension à Hong Kong

Vingt-deux ans après la rétrocession de l'archipel à la Chine, des manifestants hostiles à l'emprise croissante de Pékin ont envahi le Parlement et hissé le drapeau britannique.

Repères

Que s'est-il passé hier à Hong Kong ?

Au départ, une manifestation rituelle : comme chaque 1^{er} juillet, jour anniversaire de la rétrocession à la Chine de la cité, colonie britannique jusqu'en 1997, des dizaines de milliers de démocrates pacifiques sont descendus dans la rue. Ils exigent le respect, par Pékin, du principe « un pays, deux systèmes », qui garantit aux sept millions de Hongkongais le multipartisme, des médias libres, une justice indépendante et le respect des droits de l'homme.

Avant la rétrocession, Pékin s'était engagé à laisser les Hongkongais, à terme, élire leur exécutif local au suffrage universel. Mais, en 2014, le régime communiste a opposé un « non » sans appel au Mouvement des parapluies qui réclamait que la promesse soit tenue.

Hier après-midi, un millier de jeunes radicaux ont encerclé le Parlement local. Après six heures de heurts avec la police, ils ont fracassé les portes vitrées et envahi l'hémicycle.

Pourquoi cette éruption de violence ?

La manifestation de cette année intervient dans un climat chauffé à blanc. Au printemps, la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam, a tenté de faire voter une nouvelle législation, qui aurait permis d'extraire des Hongkongais vers la Chine continentale. Les démocrates



Des manifestants munis de béliers improvisés ont enfoncé les portes du Parlement.

ont vu un pas supplémentaire dans le travail de sape de leurs droits, télécommandé depuis Pékin.

Des manifestations d'une ampleur inédite – jusqu'à 2 millions d'habitants – ont forcé Carrie Lam à suspendre son projet. Mais elle refuse de le retirer, encore plus de démissionner. « On sait qu'on viole la loi, mais on n'a pas le choix », clamaient hier les jeunes, qui ont retiré les portraits d'officiels et couvert les murs

du Parlement de slogans. Beaucoup étaient armés de barres de métal et équipés de lunettes, masques et casques pour se protéger des gaz et balles de caoutchouc de la police.

En quoi est-ce dangereux ?

Le gouvernement local a fustigé « l'extrême violence » des manifestants et menacé de faire usage de la « force nécessaire ». Dans la nuit, la police a donné l'assaut et délogé les

manifestants. Carrie Lam jouait sa crédibilité, non aux yeux des Hongkongais, mais de Pékin.

Par-delà l'exécutif local, c'est la réaction de Xi Jinping, jusqu'ici silencieux, qui est guettée : le retour du drapeau britannique, hissé hier dans le Parlement, ne peut qu'exacerber le nationalisme chinois. Il pourrait servir de prétexte à une répression bien plus sévère.

1 900 postes supprimés chez Conforama

La direction a annoncé, hier, la fermeture de trente-deux magasins de l'enseigne et des dix boutiques Maison Dépôt.

Le groupe Conforama va supprimer 1 900 postes en France en 2020, avec la fermeture de trente-deux magasins Conforama et dix magasins de l'enseigne Maison Dépôt.

Selon la CFTD, un plan de sauvegarde de l'emploi doit être présenté, aujourd'hui, au comité central d'entreprise. Sur les trente-deux magasins qui doivent fermer et qui comptent actuellement 1 050 salariés, huit sont situés en Ile-de-France, dont deux à Paris, ceux de l'Étoile et du Pont Neuf. Sont ainsi prévues 600 suppressions de postes dans les 164 magasins Conforama restant ouverts, 124 au siège social et vingt-six au service après-vente, et 100 emplois des boutiques Maison Dépôt.

Changement de ton

En mars, la direction du groupe avait convoqué les syndicats après des rumeurs de rachat de l'entreprise par l'enseigne But. « La direction nous a affirmé qu'aucune suppression de poste ni de fermeture de magasins n'était à l'ordre du jour », avait déclaré un responsable syndical à



Le groupe Conforama prévoit la suppression de 1 900 postes.

l'issue de la réunion. Hier, le ton avait changé. La direction s'est, une nouvelle fois, entretenue avec les organisations syndicales et a déclaré vouloir « optimiser le fonctionnement de l'entreprise ». Contactée, hier soir, la direction de l'entreprise n'était pas joignable.

Thibaut CHÉREAU.

Bac : les résultats « en temps et en heure »

Quelque 108 000 copies seraient retenues par des correcteurs grévistes. Le ministre de l'Éducation nationale se veut rassurant.

Quelque 108 000 copies du baccalauréat (sur quatre millions) seraient retenues par des correcteurs grévistes, pour protester contre la réforme du lycée et du bac. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a tenu, hier, à rassurer élèves et parents. « Chacun aura ses résultats en temps et en heure. Personne ne doit prendre la responsabilité d'empêcher le bon fonctionnement du service public. »

« Nous avons eu, depuis juin, un certain nombre de menaces sur le baccalauréat ou sur le brevet », a rappelé le ministre, avec des appels à la grève de la surveillance de ces examens. « J'ai confiance dans la majorité des professeurs qui ont une grande conscience professionnelle [...] et qui n'ont aucune envie de contribuer au sabotage d'un examen pour lequel ils ont préparé avec passion leurs élèves. »

Dans plusieurs académies, des groupes d'enseignants ont voté en assemblée générale une « rétentio des notes » du bac, pour inciter le ministre à rouvrir des négociations. « On ne comptait pas en arriver là mais c'est une dernière action, un peu désespérée, pour nous faire entendre », explique une professeure de l'académie de Versailles, qui souhaite rester anonyme. Pour



Les notes du bac seront données « en temps et en heure ».

ces profs, le futur bac, prévu pour 2021, perdra son caractère « national » au profit d'un examen dont ils estiment qu'il deviendra « local ».

Le ministère se veut confiant. « Si une note n'est pas rentrée dans le logiciel, le correcteur va être contacté pour un rappel à l'ordre. » Il lui sera aussi expliqué qu'il sera considéré comme gréviste, non pas seulement le jour même, mais à partir du moment où il a retiré ses copies. Ce qui peut représenter jusqu'à quinze jours sans salaire. Et si les copies ne sont pas restituées comme prévu jeudi, la veille des résultats du bac, les professeurs s'exposent à « des sanctions très graves ».

Ouigo : les trains low-cost n'aiment pas la chaleur

À cause de la canicule, entre vendredi et dimanche, des Ouigo, les trains à bas coût de la SNCF, sont restés à quai. Plus de quatre mille voyageurs également.

Ouigo, c'est parfois « Nogo ». Entre vendredi et dimanche, plusieurs trains ne sont pas partis. Cette filiale de la SNCF à bas coût s'est attiré les foudres des voyageurs.

Comme cette adolescente, en partance pour Nantes, bloquée à Montparnasse, dimanche. Sur sa boîte mail, ce court message : « Votre train subit des contraintes techniques. Nous ne sommes pas en mesure de vous proposer de solution alternative de voyage. »

« Mais moi, je devais absolument rentrer pour passer mon brevet, lundi matin », raconte la collégienne. Pas d'autres Ouigo avant le lendemain. Et pas de report organisé sur les autres TGV. En prime, les prochains trains sont complets. Finalement, la jeune fille parviendra à se dégoter une place dans un autre



Quand tout va bien, Ouigo fait circuler 48 trains par jour en France.

train dans la soirée. Avec une arrivée à Nantes prévue vers 23 h. Mais en rachetant un billet au prix fort... 80 €, le double de son billet initial.

Entre vendredi et dimanche, plus de 4 000 voyageurs ont vu leur train

annulé. « Sur 100 000 personnes transportées durant ces trois jours », pondère la direction. Les plus touchés ont été les Strasbourgeois, les Rennais et les Nantais.

« Notre matériel souffre beaucoup »

Ouigo, qui s'est énormément développé ces six dernières années, peut transporter jusqu'à 1 260 passagers, 300 personnes de plus qu'un TGV. Ça fait du monde à quai en cas d'annulation.

Mais pourquoi cette pagaille ces deniers jours ? Parce que les trains Ouigo résistent moins bien aux fortes chaleurs que les autres. Les moteurs en surchauffe ont cédé sous la canicule. « Nos rames roulent en moyenne treize heures par jour. Le matériel souffre beaucoup. Un TGV,

c'est plutôt huit heures. » Mais surtout, la compagnie ne dispose pas de rames supplémentaires, impossible d'en remplacer une en cas de pépin. « Notre modèle économique est ainsi fait, explique la direction. Une rame qui n'est pas utilisée, ne permet pas de gagner de l'argent. Plus on roule, plus on offre de petits prix. »

La compagnie, qui ne dispose d'aucun guichet en gare, a informé ses clients qu'elle proposait un dédommagement de 150 % en bon d'achat. Un geste jugé nettement insuffisant par ceux qui ont dû racheter un billet plus cher. Contactée, la direction indique qu'un voyageur pourra se faire rembourser, en prouvant qu'il ne pouvait pas faire autrement.

Marylise COURAUD.

Le regard de Chaunu

Point de vue

Abolir les armes nucléaires est une urgence

Jean-Marie Matagne, Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN).



« D'un tweet, Donald Trump nous apprend, le 20 juin, qu'il a ordonné le bombardement de trois sites iraniens, puis l'a annulé dix minutes avant que les avions, déjà en vol, n'atteignent leurs cibles et ne fassent, selon l'estimation d'un général US, 150 morts. Sans ce revirement de dernière minute, que se serait-il passé ? Un nouvel embrasement du Moyen-Orient ?

Quelle que soit l'issue de la crise opposant les États-Unis à l'Iran, une chose est sûre : cette situation n'est plus tolérable. Il n'y a aucune raison que les armes nucléaires soient interdites à certains et autorisées à d'autres. Il faut les éliminer toutes. C'est le seul moyen d'éviter leur prolifération.

Selon leurs partisans, elles auraient « préservé la paix par la dissuasion ». Pourtant, depuis 1945, elles n'ont pas empêché quantité

de guerres, massacres organisés, attentats terroristes – dont le 11 septembre – de ravager le Proche et le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique, les Amériques, sans épargner l'Europe, la Première Guerre mondiale.

Négocier la fin des armes

L'arme nucléaire est elle-même un facteur de guerre. C'est principalement pour financer son acquisition que Saddam Hussein a envahi le Koweït en 1990, provoquant ainsi la première guerre du Golfe. Cette même volonté lui fut encore prêtée en 2003 pour justifier la deuxième « guerre du Golfe », dont les effets catastrophiques se font toujours sentir. C'est la recherche de « l'équilibre de la terreur » qui poussa Khrouchchev à installer clandestinement des missiles nucléaires à Cuba et conduisit l'humanité « au bord du gouffre » en octobre 1962.

Surtout, les armes nucléaires pourrissent les relations internationales. Armes d'extermination, elles menacent l'existence même de l'Autre.

À l'inverse, renoncer aux armes nucléaires, ce serait changer d'ère. En décembre 1987, Gorbatchev et Reagan signaient le traité d'élimi-

nation des forces nucléaires intermédiaires. L'air du temps en était changé. « L'empire du mal » soviétique était devenu, aux yeux de Reagan, un partenaire fiable et pacifique. Et deux ans plus tard, Gorbatchev refusant de reproduire les interventions soviétiques de Berlin (1953), Budapest (1956) et Prague (1968), le mur de Berlin tombait sans un seul coup de feu et le partage de l'Europe en deux blocs ennemis cessait. Fin de la Guerre froide. Conséquences : détente et chute des dépenses militaires mondiales, à environ 1 000 milliards de dollars par an au milieu de la décennie 1990. Depuis, elles ont repris, jusqu'à leur apogée actuelle : plus de 1 820 milliards en 2018 (source : Sipri).

Mais comment faire disparaître les armes nucléaires ? C'est très simple : en négociant leur abolition. Les cinq États dotés d'armes nucléaires signataires du traité de non-prolifération (TNP) – dont la France depuis 1992 – y sont tenus par son article 6. Mais jamais ils ne se sont réunis pour négocier l'élimination de leurs armes. Ils ont juste passé plusieurs années à... établir un glossaire.

Ne leur demandons pas de désarmer chacun unilatéralement, ils s'y

refuseront. Si la Russie et la Chine ne l'ont pas dit, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni l'ont déjà fait savoir ensemble. Demandons-leur de tenir parole : de négocier entre eux, et bien sûr avec les quatre autres États nucléaires hors TNP (Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord) un désarmement multilatéral, intégral, universel et contrôlé. Et de négocier, avec les États non dotés, l'interdiction définitive de ces armes, pour cause de crime contre l'humanité.

La France peut et doit provoquer ces négociations. C'est en tout cas ce que réclament 85 % des Français, d'après un sondage Ifop de mai 2018. Et c'est la proposition que trente parlementaires d'une dizaine de groupes soutiennent depuis janvier, dans une loi qu'ils invitent leurs collègues à signer pour en faire l'objet d'un référendum d'initiative partagée.

Nous appelons tous les parlementaires et tous les citoyens à soutenir cette proposition de loi référendaire. Elle permettra au peuple français d'ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires et radioactives. On ne peut vivre indéfiniment sur une poudrière. >>>

